

TENDANCES RÉGIONALES

JANVIER 2023

Période de collecte :

du vendredi 27 janvier 2023 au vendredi 3 février 2022

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements de la région Grand Est qui participent à cette enquête mensuelle sur l'évolution de la conjoncture économique dans les secteurs de l'industrie, des services marchands, du bâtiment et des travaux publics.

CONTEXTE NATIONAL	2
SITUATION RÉGIONALE	3
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	10
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	15
MENTIONS LÉGALES	16

Contexte National

Malgré la succession des chocs externes, l'activité économique continue mois après mois à faire preuve de résilience. Selon les chefs d'entreprise participant à notre enquête (environ 8 500 entreprises ou établissements interrogés au niveau national entre le 27 janvier et le 3 février), l'activité a de nouveau progressé dans chacun des trois grands secteurs au mois de janvier, de façon plus prononcée qu'ils ne l'avaient anticipé le mois dernier. Pour février, les entreprises anticipent un ralentissement avec une légère progression dans les services, une stabilité dans l'industrie et un repli dans le bâtiment.

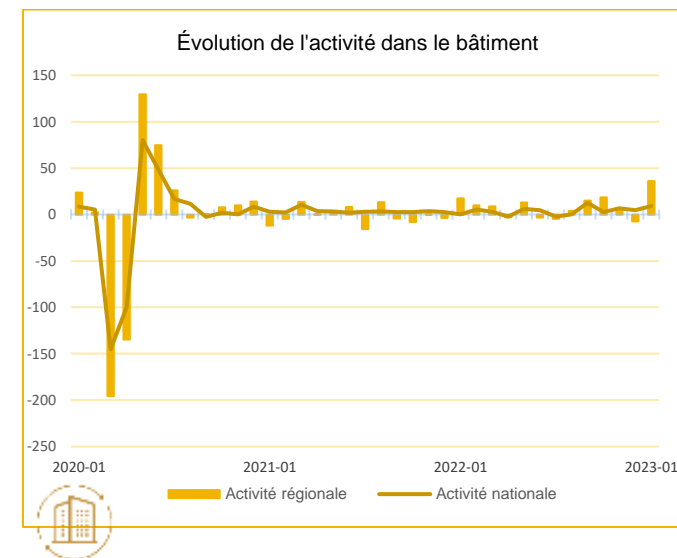
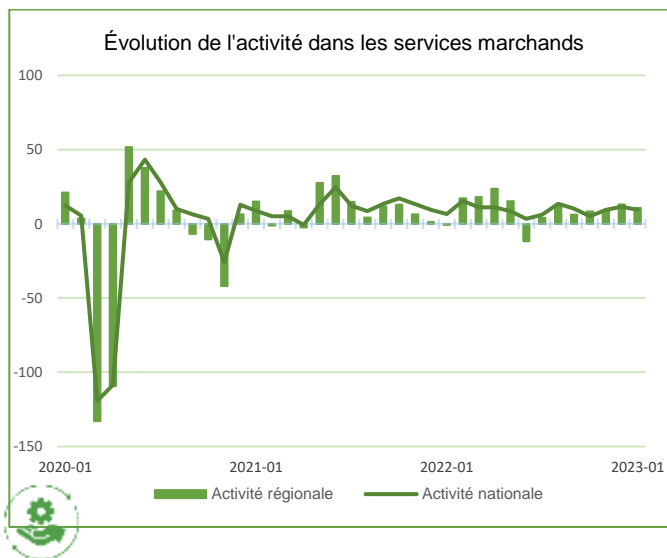
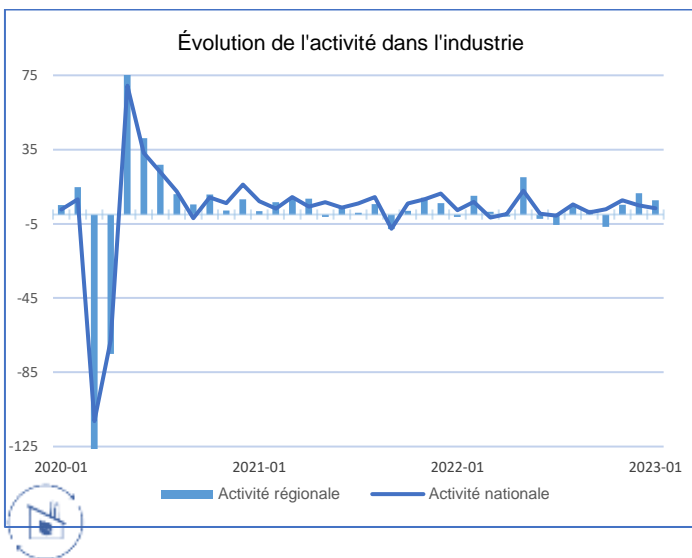
Les difficultés d'approvisionnement reculent assez nettement dans l'industrie (33 % des entreprises industrielles les mentionnent en janvier, après 40 % en décembre) et plus légèrement dans le bâtiment (31 %, après 33 %). Malgré de moindres tensions sur le prix des matières premières, on observe ce mois-ci une hausse des prix des produits finis un peu plus marquée, dans le contexte des révisions usuelles de tarifs de début d'année (avec toutefois dans l'industrie, contrairement, aux services, une moindre proportion d'entreprises ayant relevé leurs prix comparativement au début de l'an dernier) ; les perspectives pour février indiquent à cet égard des progressions de prix plus limitées. Les difficultés de recrutement s'atténuent pour le quatrième mois consécutif, tout en restant encore élevées (51 % des entreprises l'indiquent en janvier).

Notre indicateur d'incertitude se tasse légèrement en janvier, notamment dans l'industrie, à des niveaux qui demeurent très élevés. La situation de trésorerie est stable, à des niveaux encore dégradés, notamment dans l'industrie. L'érosion continue des carnets de commande depuis un an dans l'industrie pèse sur les perspectives de moyen terme.

Concernant les conséquences de la situation énergétique, l'opinion remontée par les chefs d'entreprise évolue peu : si les entreprises sont un peu plus nombreuses à indiquer un impact en janvier (26 %, après 23 % en décembre), notamment dans l'industrie et les services, elles sont à l'inverse un peu moins nombreuses à prévoir un impact sur les trois prochains mois (31 %, contre 33%). S'agissant de l'impact sur leurs marges dans les trois prochains mois, il concerne deux entreprises sur trois dans le bâtiment et l'industrie manufacturière, et près d'une entreprise sur deux dans les services marchands.

Sur la base des résultats de l'enquête, complétés par d'autres indicateurs, nous estimons que la progression du PIB au premier trimestre 2023 serait légèrement positive par rapport au trimestre précédent.

Situation régionale



En évolution, un solde d'opinion positif correspond à une hausse et inversement. Les soldes d'opinion agrégés se situent entre les deux bornes -200 et +200.
Source Banque de France

Points Clefs

La production **industrielle** s'améliore de nouveau en janvier, à l'exception du segment de la chimie, dont la situation se dégrade depuis un semestre. Les effectifs se sont confortés, sauf dans l'agro-alimentaire. Les marges sont dégradées par la hausse du prix de l'énergie et du transport.

Le nombre de prestations progresse dans les **services marchands**, à l'instar des mois précédents. Les recrutements s'intensifient.

Le secteur du **bâtiment** enregistre un rebond significatif. Cette progression est en lien avec des carnets de commandes encore consistants malgré les hausses tarifaires. L'emploi reste contraint, limitant la production.

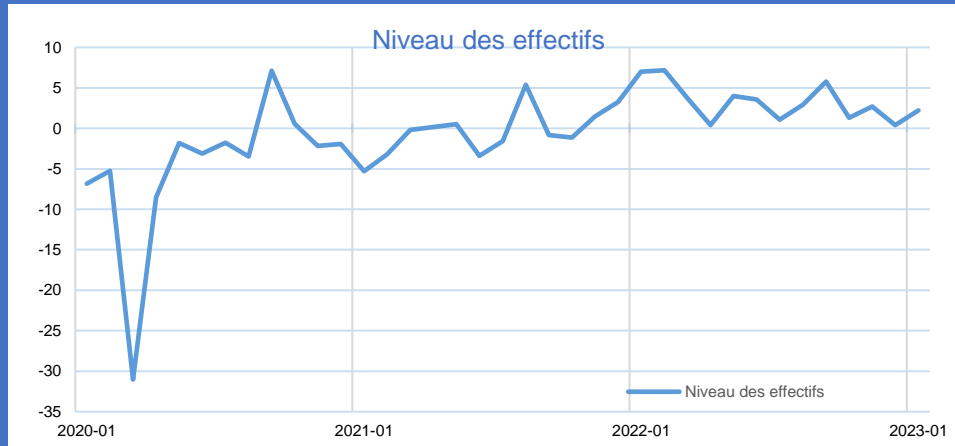
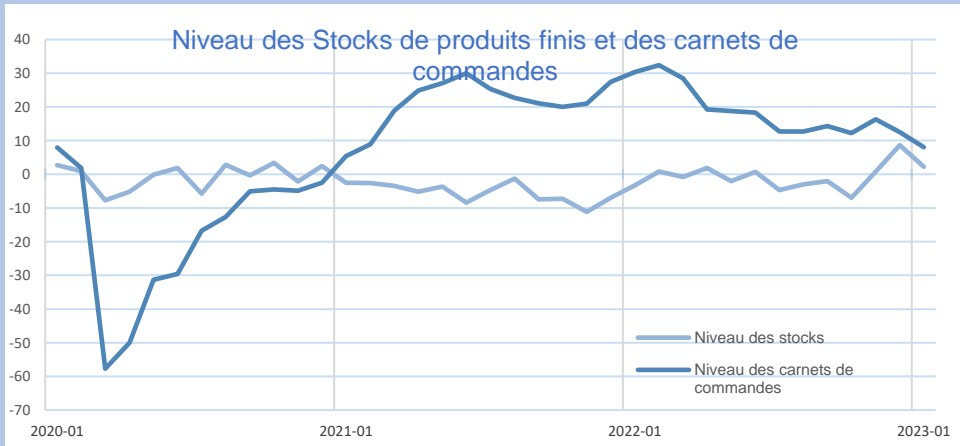
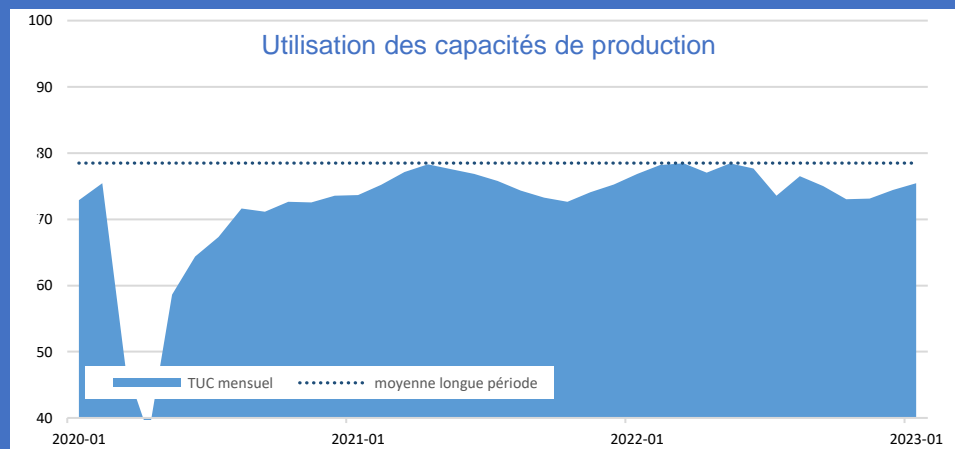
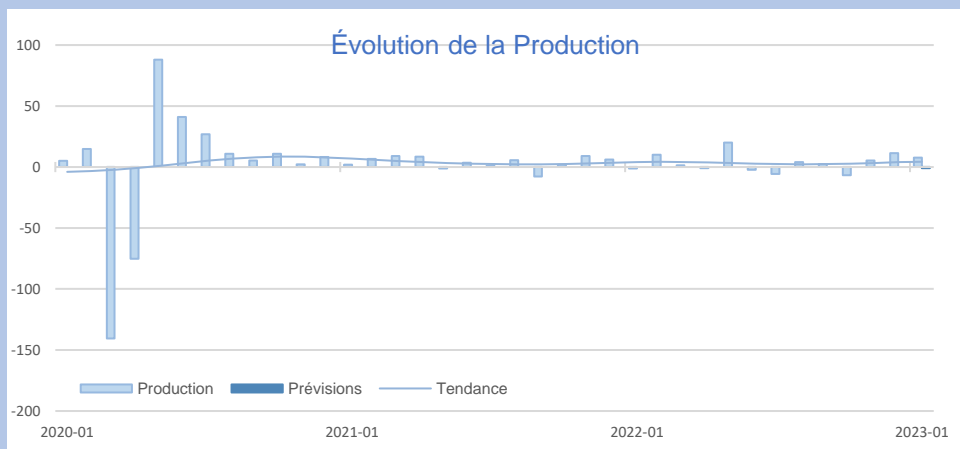
Au cours du quatrième trimestre 2022, les **travaux publics** connaissent une baisse ponctuelle des chantiers engagés.

À court terme, seuls les dirigeants des services marchands et des travaux publics annoncent une amélioration de leurs activités. Les autres interlocuteurs affichent une prudence plus marquée, dans un contexte d'attentisme.



Synthèse de l'Industrie

Dans l'ensemble, les volumes progressent en janvier. Toutefois, les industries agroalimentaires (hors boissons) et chimiques connaissent une évolution défavorable, accompagnée d'un resserrement des effectifs. Dans les semaines à venir, seules les cadences de la construction automobile devraient croître.



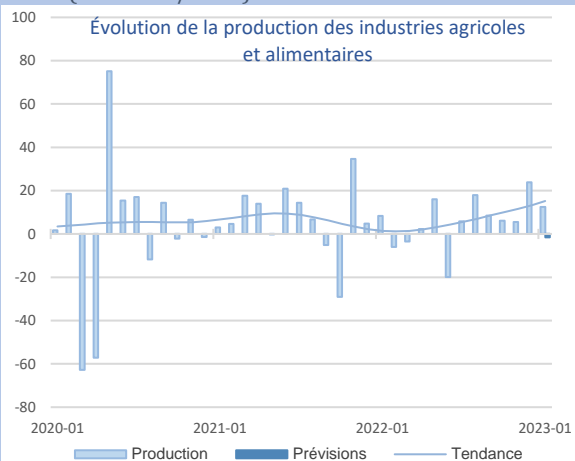
INDUSTRIE

INDUSTRIE

12,2 %

Part des effectifs dans ceux de l'Industrie (ACOSS 12/2021)

AGROALIMENTAIRE



Bien que la demande soit restée stable, les cadences de production ont connu une accélération. Le souhait des chefs d'entreprises est de reconstituer les stocks de produits finis, actuellement en-deçà des standards. Une forte révision des prix de vente a été réalisée réduisant les tensions sur les trésoreries. Les arrêts des intérimaires expliquent principalement la réduction des effectifs. Un léger repli des mises en production est prévu à court terme.

Croissance de la production et hausse des prix de vente. Niveau d'activité quasi analogue en février.

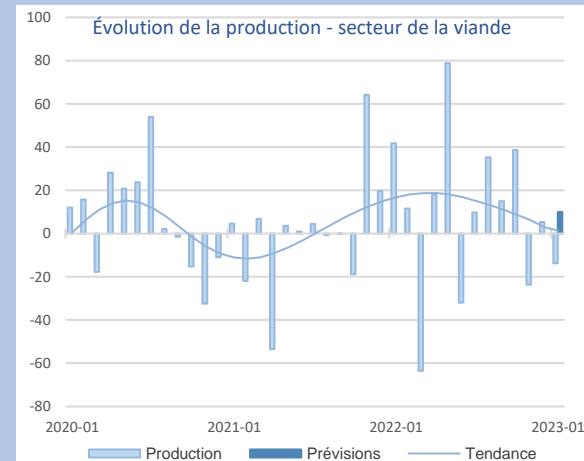
dont transformation de la viande

La demande de janvier n'a pas été dynamique et les carnets de commandes restent étroits, entraînant une réduction de la production et de l'emploi (suppression des contrats précaires). Les coûts des matières ont fortement augmenté et ne sont que partiellement couverts par la hausse des prix de vente. Les liquidités se tendent en conséquence. Les professionnels du secteur envisagent un rebond en février, avec des recrutements à la clé.

Baisse de la fabrication et des effectifs.

14 %

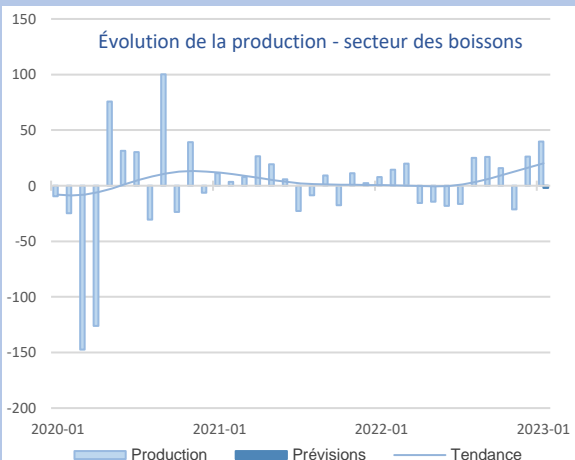
Part des effectifs dans ceux de l'agroalimentaire (ACOSS 12/2021)



DENRÉES ALIMENTAIRES



ET BOISSONS

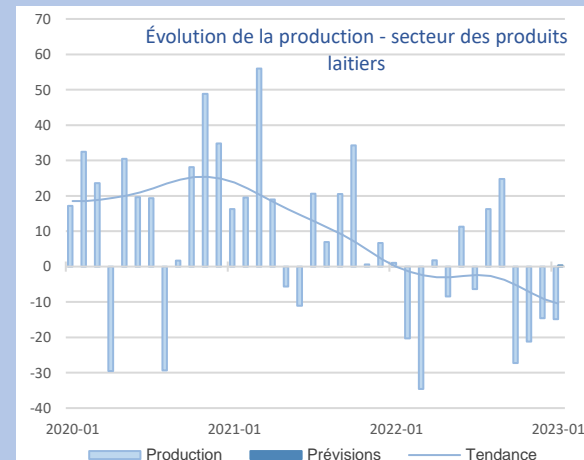


Activité soutenue avec une demande élevée. Léger repli de la production future.

Le volant d'affaires continue de croître en janvier porté par des entrées d'ordres nombreuses. Les carnets de commandes sont bien fournis. Le stock de produits finis est insuffisant et certaines références notamment dans le Champagne sont sous allocations. Les coûts des intrants (matières sèches et verres) progressent et des révisions tarifaires sont prévues en février. Les volumes fabriqués devraient légèrement baisser dans les semaines à venir.

Nouveau recul des cadences. Carnets et trésoreries érodés.

Faisant face à une demande en retrait et des carnets de commandes insuffisants, les fabricants de produits laitiers ont enregistré une baisse d'activité. Les moyens humains continuent de se réduire. Les tensions sur les trésoreries persistent car les coûts des matières premières et énergétiques pèsent sur les marges. Les professionnels du secteur prévoient une stagnation des cadences et une nouvelle diminution de leurs équipes productives.



26,2 %

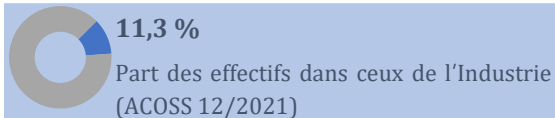
Part des effectifs dans ceux de l'agroalimentaire (ACOSS 12/2021)

dont fabrication de boissons

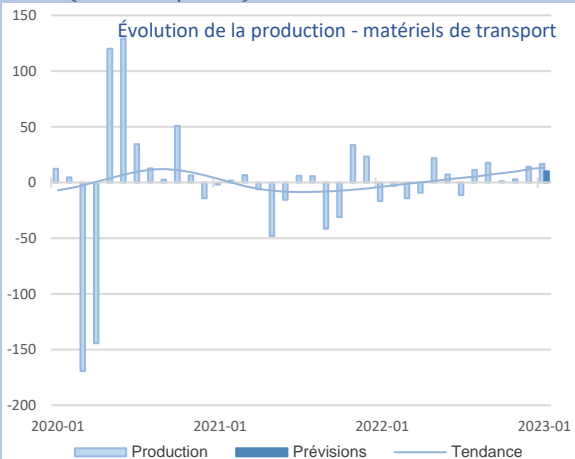
dont produits laitiers

12,7 %

Part des effectifs dans ceux de l'agroalimentaire (ACOSS 12/2021)



MATÉRIELS DE TRANSPORT



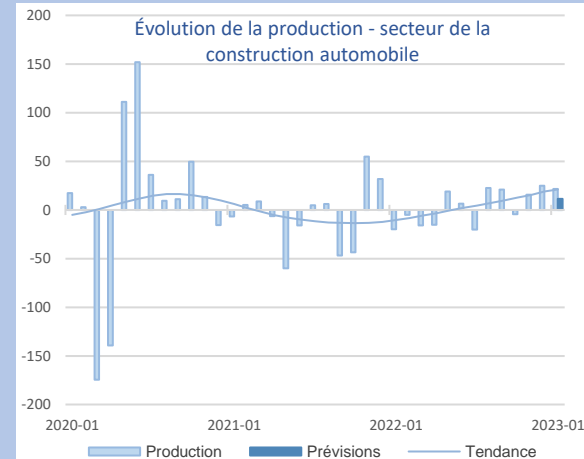
Les cadences de production progressent malgré les problèmes persistants d'approvisionnements en composants. La production est en adéquation avec l'accroissement des entrées d'ordres, plus importantes sur le marché domestique qu'à l'export. Les stocks permettent de mieux anticiper les livraisons à court et moyen termes. Les prix des matières poursuivent leur essor dans une moindre proportion que les tarifs des produits finis.

Progression de l'activité avec un renfort des effectifs en janvier et février.

dont automobile

L'activité progresse fortement de même que les prises de commandes. Les approvisionnements, délivrés par à-coups, n'ont pas freiné la production. Quelques embauches ont pu être effectuées malgré la difficulté à trouver des profils adaptés. Les prix des approvisionnements ne progressent que très légèrement. Actuellement les industriels arrivent à répercuter les coûts de l'énergie sur les prix des produits finis. Les performances devraient encore augmenter à court terme.

Croissance de l'activité et de la main d'œuvre. Prévisions optimistes à court terme.



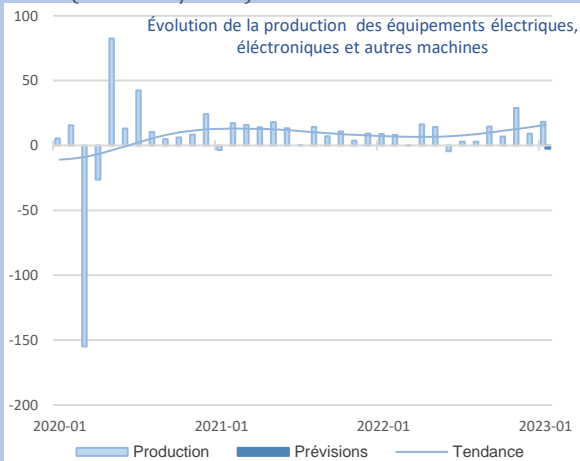
MATÉRIELS



DE TRANSPORT

17,9 %
Part des effectifs dans ceux de l'Industrie
(ACOSS 12/2021)

ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ÉLECTRONIQUES MACHINES



L'activité demeure bien orientée, tant en niveau de production que de livraisons. Les tarifs des produits finis sont une nouvelle fois relevés. Cependant, les marges s'érodent, les hausses des coûts de l'énergie et des salaires ne pouvant être totalement répercutées. Les embauches sont dynamiques, avec une volonté de convertir en contrats pérennes les intérimaires qui correspondent aux profils recherchés. Une légère contraction de l'activité est attendue à court terme.

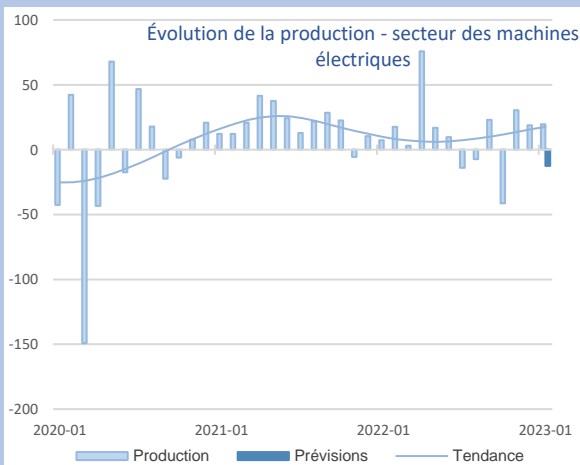
Croissance de l'activité accompagnée de recrutements.



ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES



ET ÉLECTRONIQUES



Amélioration du courant d'affaires. Nouvelle hausse des coûts matières.

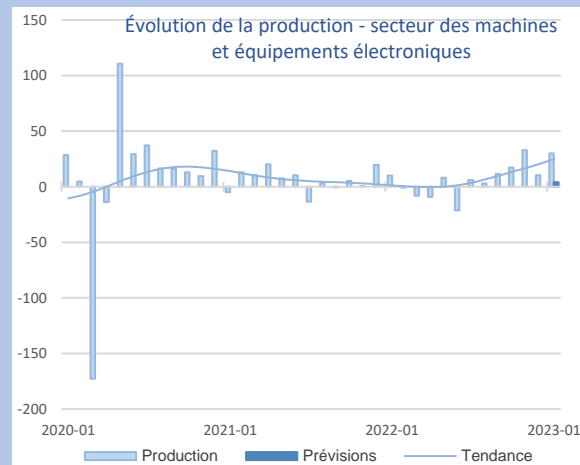
L'activité est soutenue malgré des entrées d'ordres erratiques. Les carnets de commandes correspondent au niveau attendu et offrent peu de visibilité. Les industriels subissent une nouvelle fois des hausses prononcées des coûts de leurs intrants (excepté pour l'acier), non répercutées à ce jour. Les chefs d'entreprises tablent sur une légère baisse de l'activité dans les semaines à venir, avec un maintien des effectifs.

dont équipements électriques

Hausse de l'activité et des prix. Perspectives favorables assorties d'embauches.

Le secteur enregistre une progression sensible de la production, traduisant la volonté de répondre à une demande croissante tout en reconstituant des stocks encore insuffisants. Les carnets de commandes sont fortement excédentaires et à un niveau historiquement élevé. La hausse des prix se poursuit, pour les intrants comme pour les produits finis. Les effectifs sont renforcés, notamment par le biais de l'intérim, dans l'espoir de conversion en embauches durables.

dont machines et équipements

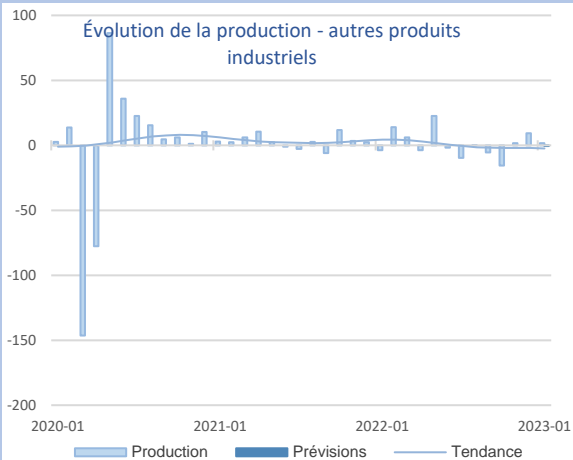


55,5 %
Part des effectifs dans produits électri,
électro, optiques (ACOSS 12/2021)



58,5 %
Part des effectifs dans ceux de l'Industrie (ACOSS 12/2021)

AUTRES PRODUITS INDUSTRIELS



Les cadences de production sont stables, toutefois une disparité est observée selon la branche. Le secteur de la chimie subit une forte baisse. Les entrées d'ordres plus conséquentes en janvier ne permettent pas de reconstituer les carnets au niveau attendu. Le coût des intrants est stable et celui des produits poursuit son renchérissement. Les prévisions affichent une stabilisation de la production accompagnée d'embauches.

Stabilité de la production. Quelques recrutements.

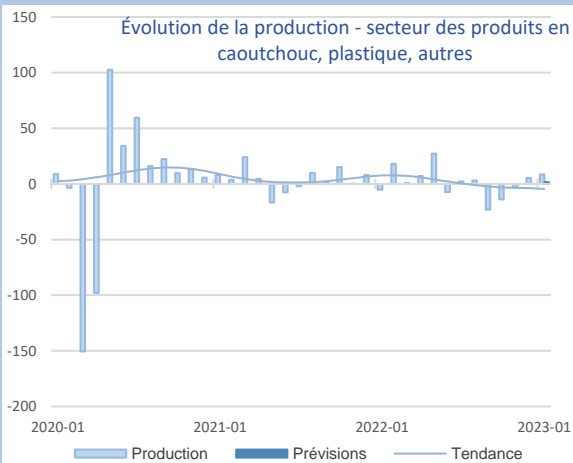


Pour en savoir plus : en cliquant sur l'image ci dessus, vous accédez directement à la dernière enquête annuelle **Bilan et Perspectives 2021-2022.**

AUTRES PRODUITS



INDUSTRIELS

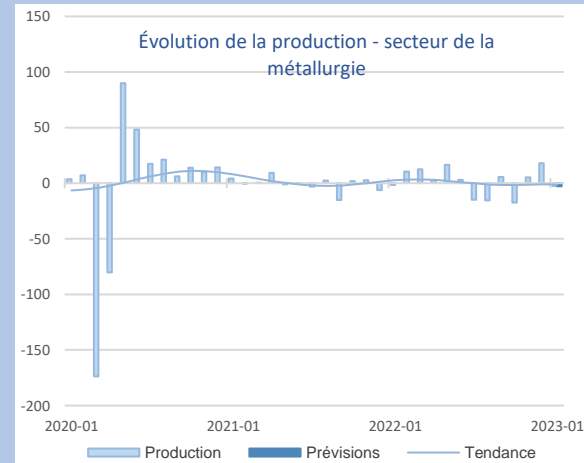


Croissance de l'activité et de l'emploi.

La production s'inscrit en hausse en raison d'une bonne reprise de la demande, notamment domestique, venant étoffer les carnets. Après plusieurs mois de hausse constante, le coût des matières premières est quasi-stable. Les prix des produits finis poursuivent leur revalorisation, mais les marges diminuent sous l'impact des fortes charges énergétiques et de transport. À court terme, les chefs d'entreprises tablent sur un maintien des rythmes productifs ainsi que des effectifs.

Activité en légère baisse. Visibilité réduite.

L'activité ralentit légèrement en janvier. La hausse des entrées d'ordres après sept mois de baisse ne permet pas de reconstituer les carnets jugés très en dessous de la normale. Les cours des intrants augmentent faiblement. Les prix des produits finis progressent plus fortement afin de répercuter les hausses subies en 2022 et restaurer de la marge. Les stocks apparaissent supérieurs au niveau d'équilibre. Dans ce contexte, les cadences de production devraient encore baisser.



17,8 %
Part des effectifs dans autres produits industriels (ACOSS 12/2021)

dont produits en caoutchouc, plastique et autres

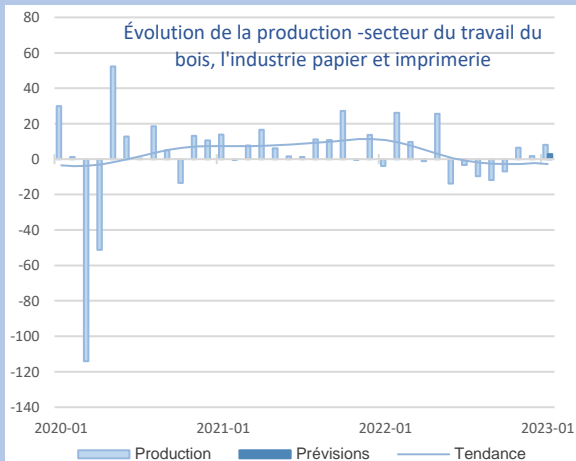
dont métallurgie

10,4 %
Part des effectifs dans autres produits industriels (ACOSS 12/2021)

14,3 %

Part des effectifs dans autres produits industriels (ACOSS 12/2021)

dont travail du bois, industrie du papier et imprimerie



Les cadences de production augmentent en janvier. Cependant, la demande globale recule, de façon très marquée pour l'export. De ce fait, les carnets de commandes perdent en consistance. Les stocks sont à leur niveau d'équilibre. Devant la détente des prix des matières premières, les clients négocient des baisses des produits finis sans tenir compte de la facture énergétique. Dans les semaines à venir, les industriels anticipent une très légère hausse de l'activité sans recours à l'embauche.

Carnets d'ordres inférieurs au niveau désiré. Stocks conformes à l'attendu.

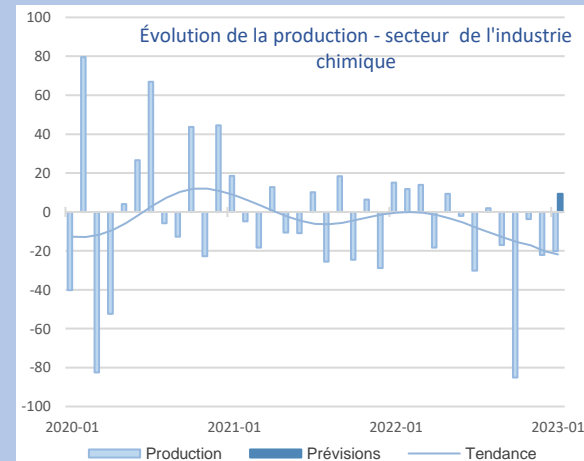
dont industrie chimique

Depuis cinq mois, le secteur de la chimie enregistre une baisse de son activité, affectée par une chute de la demande. Dans ce contexte, les effectifs sont revus à la baisse. Les carnets, fortement impactés, sont très altérés. Les cours d'achats reculent et les tarifs des produits finis se stabilisent. Les chefs d'entreprises entendent toutefois à court terme une hausse des cadences de production.

Décroe des indicateurs. Activité très en-deçà des capacités de production.

7,6 %

Part des effectifs dans autres produits industriels (ACOSS 12/2021)



AUTRES PRODUITS



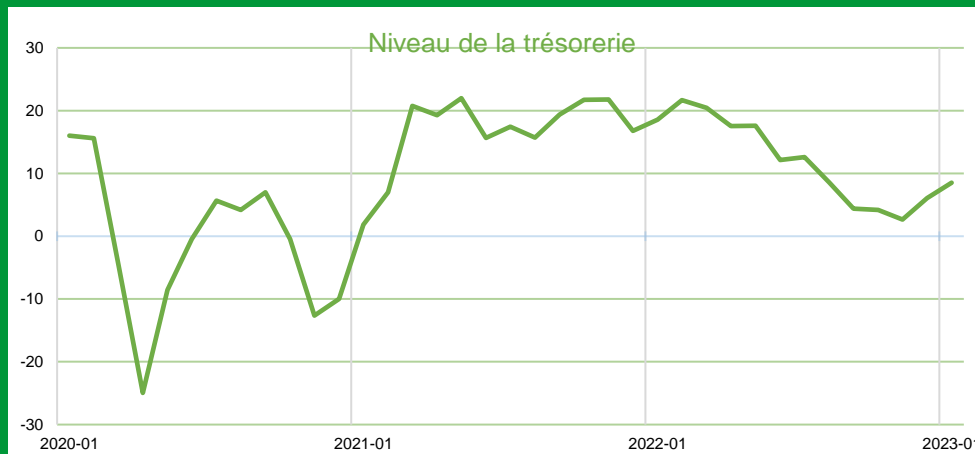
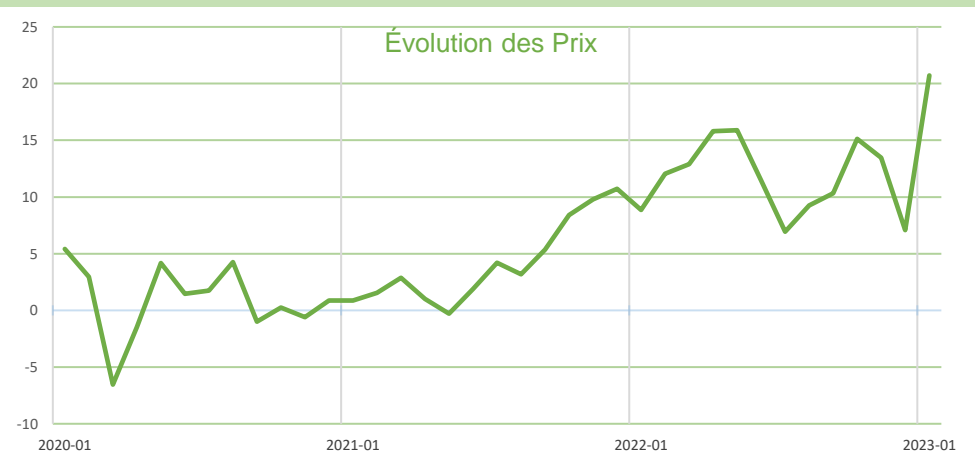
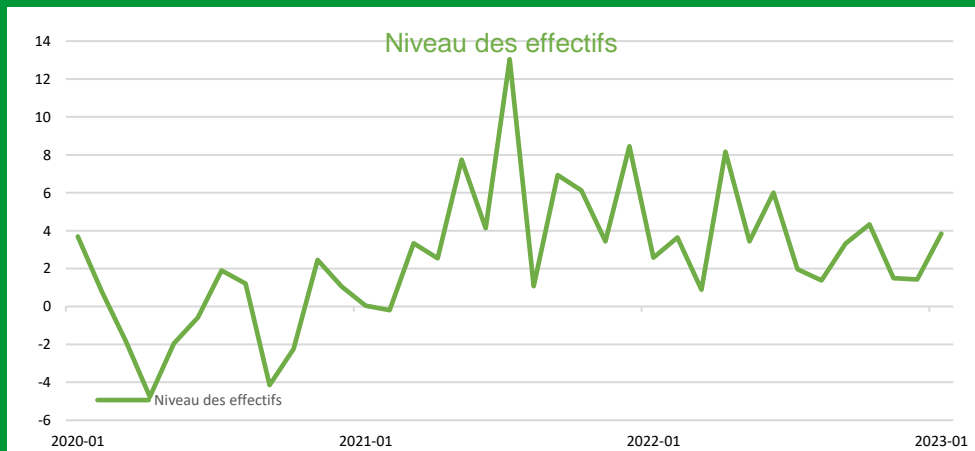
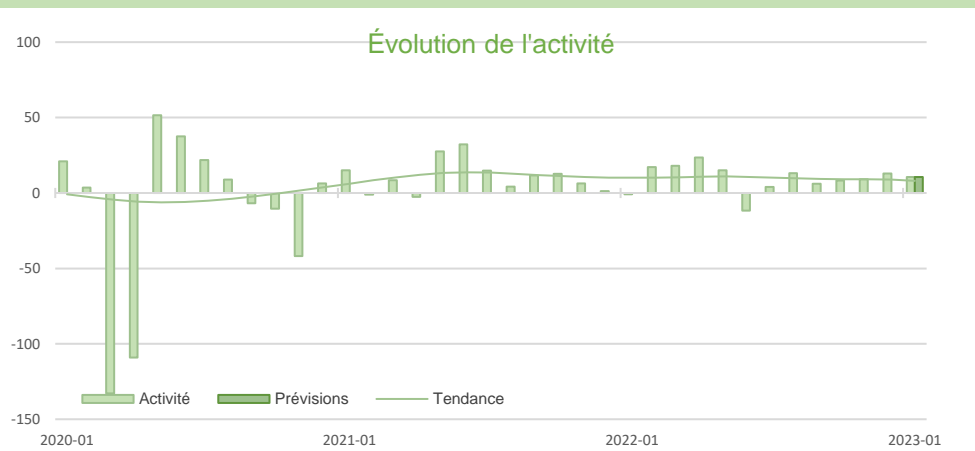
INDUSTRIELS



Synthèse des services marchands

À l'exception du secteur du travail temporaire, l'activité dans les services marchands prospère en janvier. Les effectifs progressent, dans un marché de l'emploi qui semble se détendre quelque peu. Dans l'ensemble, les prix de vente sont fortement revalorisés.

Cette croissance devrait persister à court terme, tant en volume de prestations que de recrutement.



SERVICES MARCHANDS

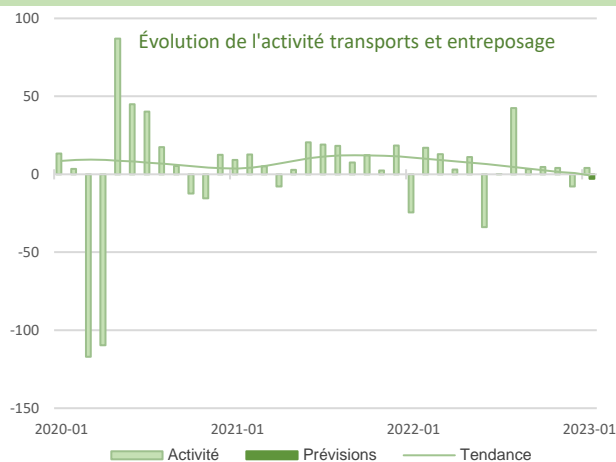
SERVICES MARCHANDS

Source Banque de France – SERVICES

23,2 %

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2021)

Transports et entreposage



Une reprise modérée est constatée en janvier, tirée par le dynamisme de l'activité logistique. Les prix de vente enregistrent une progression, dans le but de compenser les négociations salariales effectuées en début d'année et la hausse des prix des carburants.

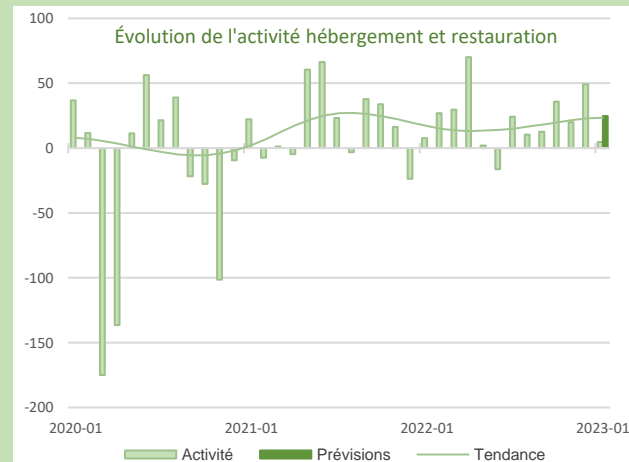
Quelques recrutements sont effectués ; des difficultés à l'embauche perdurent cependant. Les prévisions s'orientent vers un léger recul. Les dirigeants restent dans l'incertitude quant aux mouvements sociaux à venir.

Faible croissance accompagnée de revalorisations tarifaires.

Hébergement et restauration

26,8 %

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2021)



La demande croît légèrement, ainsi que les effectifs. Des tensions sur le marché de l'emploi persistent néanmoins.

Les tarifs augmentent, tentant de compenser la hausse des coûts de l'énergie.

Les trésoreries demeurent tout à fait correctes.

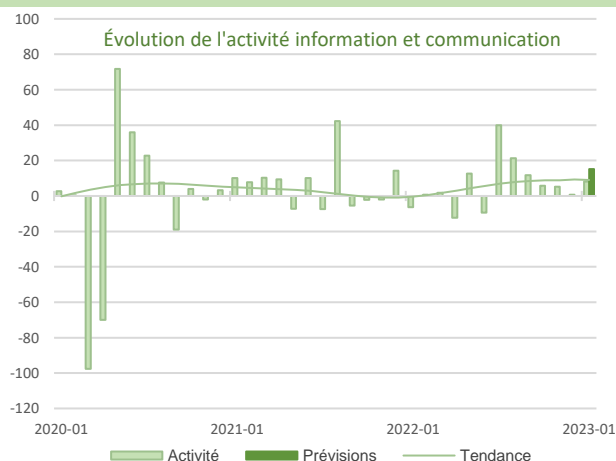
L'activité devrait enregistrer une belle progression dans les semaines à venir, accompagnée de recrutements.

Léger regain d'activité et hausse des tarifs.

SERVICES



MARCHANDS



Courant d'affaires bien orienté. Dynamisme du recrutement.

Le nombre de prestations évolue favorablement, et les trésoreries sont considérées comme confortables.

Ce secteur, peu impacté par l'évolution des coûts énergétiques, voit ses tarifs de vente faiblement progresser.

Les effectifs enregistrent leur plus forte augmentation depuis treize mois, et cette tendance devrait se poursuivre dans les semaines à venir. Les prévisions d'activité, optimistes, sont à la hausse.

Pour en savoir plus : en cliquant sur l'image ci-dessous, vous accédez directement à la dernière enquête mensuelle du **commerce de détail**.



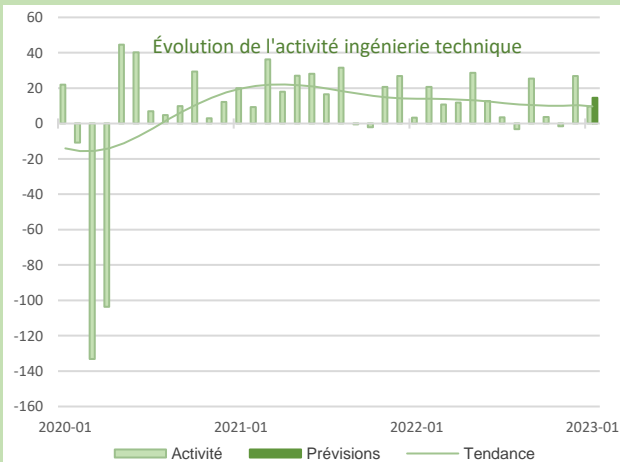
6,3 %

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2021)

Information et communication

5 %
Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2021)

Ingénierie technique



Les chefs d'entreprises constatent une nouvelle montée des entrées d'ordres. Les embauches progressent modérément. Les prix de vente sont revalorisés afin de faire face au renchérissement de l'ensemble des coûts, mais les trésoreries sont malgré tout jugées préoccupantes. Un nouvel accroissement de la demande et de la force de travail est attendu dans les semaines à venir.

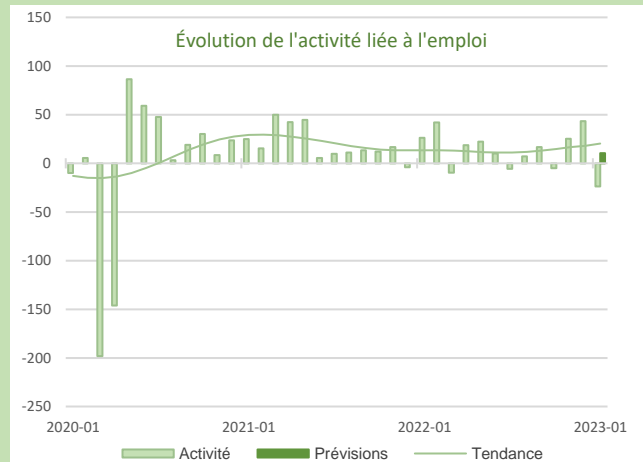
**Intensification de l'activité.
Trésoreries insuffisantes.
Projets d'embauches.**

Activités liées à l'emploi

La demande en emploi intérimaire se réduit fortement en janvier. Les dirigeants interrogés constatent un certain attentisme de la part de leurs clients. Les prix augmentent légèrement, ainsi que les effectifs permanents. Les trésoreries sont qualifiées d'aisées. Un regain d'activité est anticipé en février.

**Repli du courant d'affaires.
Faible évolution des prix et des recrutements.**

1,8 %
Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2021)



SERVICES



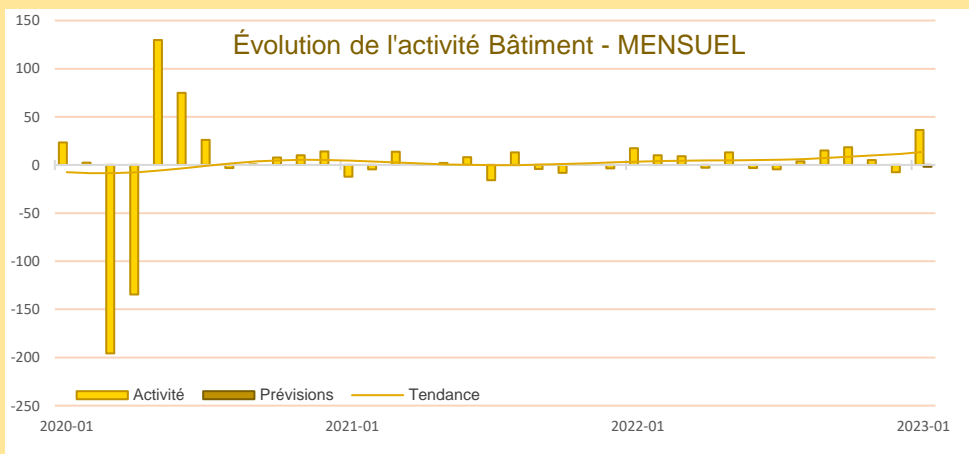
MARCHANDS



Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

Le secteur du **bâtiment** enregistre un rebond significatif en janvier, particulièrement marqué dans le gros œuvre.

L'activité pour les **travaux publics** se stabilise au quatrième trimestre 2022.



La branche du bâtiment connaît un net redressement en janvier. Celui-ci est encore plus marqué dans le gros œuvre. Cette évolution semble sporadique et pourrait renouer rapidement avec une tendance plus nuancée.

Les coûts d'achats ont de nouveau progressé, en particulier sur le béton. Ils ne peuvent être totalement répercutés, affectant les marges. Les dirigeants redoutent désormais la disparition de certains acteurs, tout spécifiquement des sous-traitants.

Les carnets de commandes restent satisfaisants, et permettent d'ouvrir des chantiers dans un contexte où les prises d'ordres se raréfient dans le gros œuvre, comme dans le cadre des appels d'offre.

Le second œuvre, porté par les demandes en photovoltaïque et en isolation, ne peut satisfaire la totalité des clients, en raison des sous-effectifs.

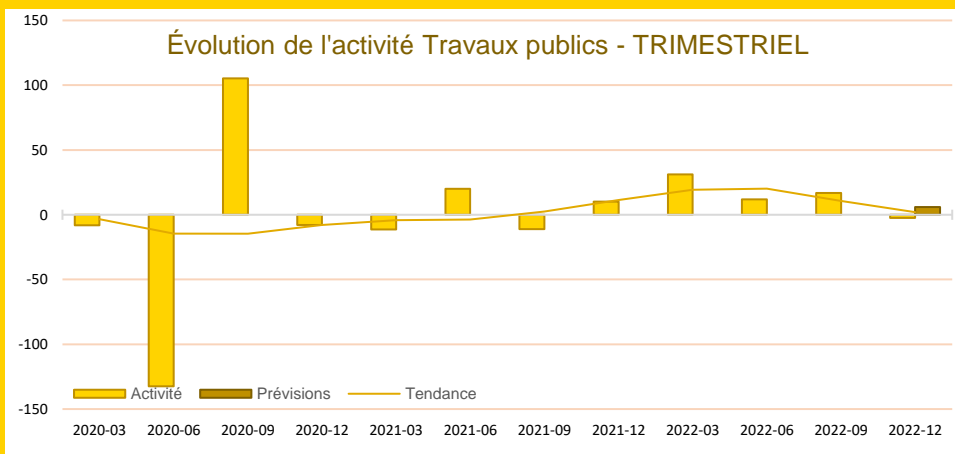
Au cours du quatrième trimestre 2022, l'activité se maintient dans les travaux publics. Les carnets de commandes affichent un niveau correct. Les appels d'offres ne rentrent pas forcément dans les budgets prévisionnels des donneurs d'ordres et s'avèrent peu nombreux.

Les effectifs ont été complétés mais des difficultés de recrutement demeurent pour certains profils, dans l'encadrement notamment.

Les prix des devis sont revus à la hausse face à la constante augmentation des matières premières et de l'énergie, afin que les marges ne s'érodent pas.

Les chefs d'entreprise tablent pour le premier trimestre 2023 sur une activité en légère hausse, toujours fortement dépendante des conditions climatiques. Les effectifs sont par contre attendus à la baisse.

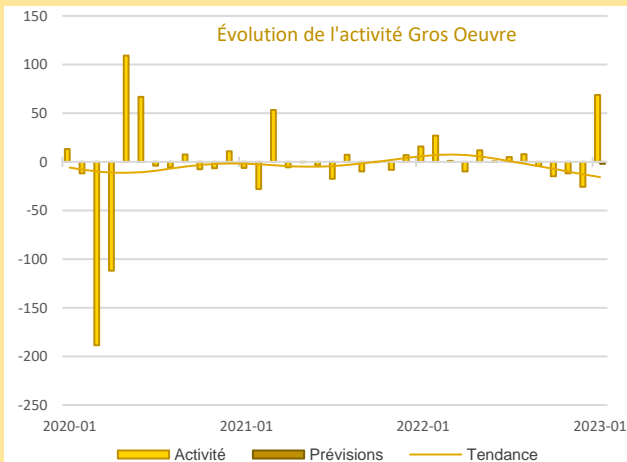
TRAVAUX PUBLICS



BÂTIMENT

19,8 %

Part des effectifs dans ceux du BTP (ACOSS 12/2021)



Gros œuvre

Les carnets 2023 demeurent satisfaisants. À terme, la demande industrielle serait le principal pourvoyeur d'activité. Cependant le resserrement des marges comme des entrées de commandes est précurseur de difficultés croissantes. Elles devraient se traduire en premier lieu par des défaillances de sous-traitants. Les négociations énergétiques monopolisent l'attention des dirigeants.

Rebond du nombre de chantiers entrepris.

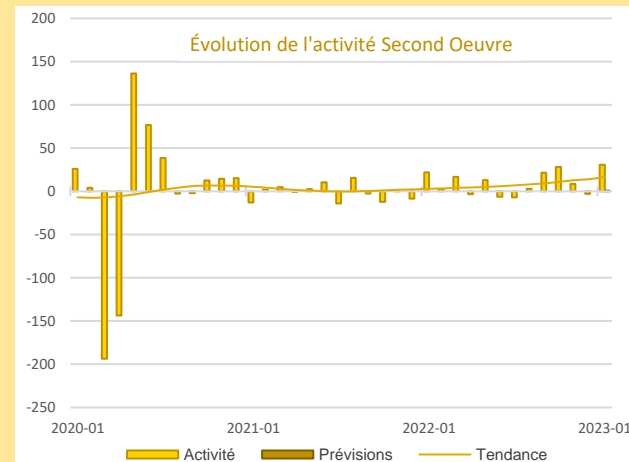
Second œuvre

L'activité, importante, est soutenue par des besoins croissants en sobriété énergétique. La demande en isolation, pompes à chaleur, éclairages publics à led dynamise les carnets. Les marges tendent à s'amenuiser, sous l'effet des hausses persistantes de coûts. Les prévisions restent prudentes, compte tenu des difficultés de recrutement.

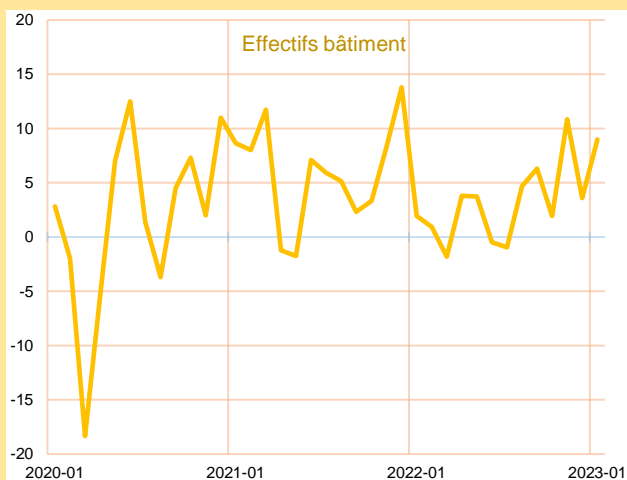
Activité soutenue par la recherche d'économie du coût de l'énergie.

59,5 %

Part des effectifs dans ceux du BTP (ACOSS 12/2021)



BÂTIMENT



Sous-effectif endémique.

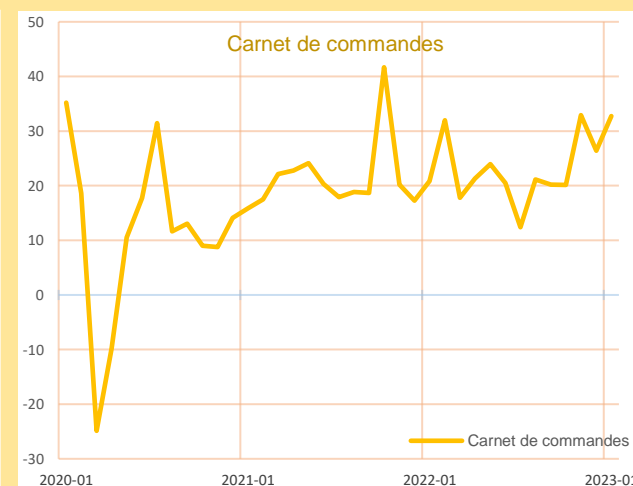
Les recrutements, insuffisants, limitent les capacités des entreprises à répondre à la demande. Toutes les catégories de métiers sont concernées y compris les électriciens, ingénieurs... Le recours à l'alternance apparaît comme une solution, alors que des intérimaires refusent la conversion de leur contrat en CDI. En raison des conditions climatiques, le mois de janvier a été axé sur la formation des salariés.

Effectifs - Bâtiment

Carnets toujours favorables.

Les carnets restent fournis, malgré une raréfaction de certaines commandes. Ainsi les marchés publics sont pénalisés par des enveloppes budgétaires contraintes, alors que les conditions de financement plus strictes limitent d'autres projets. Les paiements par les clients sont plus tardifs, parfois conditionnés à la finalisation du chantier.

Carnets de commandes - Bâtiment







Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises
 Conjoncture	Tendances régionales en Grand Est Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

3 place Broglie CS 20410 - 67002 - STRASBOURG CEDEX

 **03.88.52.28.71**

 **region44.conjoncture@banque-france.fr**

Rédacteur en chef

Jean-Michel CLAVIÉ, Rédacteur en chef

Directeur de la publication

Laurent SAHUQUET, Directeur de la publication

Méthodologie

Enquête réalisée auprès d'environ 900 entreprises et établissements de la région Grand Est sur l'évolution de la conjoncture économique dans les secteurs de l'industrie, des services marchands, du bâtiment et des travaux publics.

Solde d'opinion :

- *Le solde d'opinion est un agrégat qui mesure la différence entre la proportion d'entreprises estimant qu'il y a eu progression ou amélioration et celles qui pensent qu'il y a eu fléchissement ou détérioration. Les notations chiffrées sont pondérées en fonction des effectifs de chaque entreprise au sein de sa branche, puis par les poids des effectifs respectifs des branches professionnelles.*
- *Il reflète au niveau agrégé les réponses données par les chefs d'entreprise suivant une échelle de notation à sept graduations (trois degrés d'opinion autour de la normale). Sa valeur est comprise entre - 200 et + 200.*

Les séries sont révisées mensuellement et prennent en compte les données brutes corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

*La **tendance** est une moyenne statistique calculée sur plusieurs mois glissants.*

*Les **effectifs ACOSS** sont les effectifs recensés par l'URSSAF et correspondent « au nombre de salariés inscrits au dernier jour de la période » renseigné dans la Déclaration Sociale Nominative (DSN) hormis certains salariés comme les intérimaires, les apprentis, les stagiaires...*